

oppose l'amour à la tyrannie, la chaleur des larmes à la froideur de l'acier, un hymne du cœur qui aspire à la liberté des eaux fraîches de la mer Égée alors qu'il est enfermé dans les donjons noircis de sang de la dictature militaire".¹⁵

Les critiques qui se multipliaient sur le plan international à l'égard de la junte militaire en Grèce s'ajoutaient à la pression exercée sur les relations Canada Grèce. À l'automne 1969, le régime grec a été accusé de multiples violations des droits de la personne et de perpétration d'actes de torture contre sa population civile. En moins d'un an, la Grèce avait été suspendue du Conseil de l'Europe, une stratégie qui – aux yeux des Canadiens – "n'est pas parvenue à améliorer, même un tant soit peu, le sort du peuple grec, ni à hâter le retour de la Grèce à la démocratie".¹⁶ Le Canada a aussi rejeté d'autres protestations voulant que la Grèce soit suspendue de l'OTAN. Cependant, appuyer Athènes devenait de plus en plus difficile; les représentants du Canada se hérissaient à l'idée de devoir refuser au grand compositeur grec Mikis Theodorakis le droit de composer la musique pour un concert à Stratford à la suite des protestations des représentants de la Grèce.¹⁷

Le gouvernement canadien ne pouvait plus s'abstenir de commenter les affaires grecques et il a été forcé d'agir au printemps de 1970. Le 22 mai, Mitchell Sharp, secrétaire d'État aux Affaires extérieures de Pierre Trudeau, s'est levé à la Chambre des communes. Pesant ses paroles et avec une profonde conviction, ce ministre d'expérience a déploré les violations des droits de la personne en Grèce et l'échec du gouvernement grec à y mettre fin. Sharp a ajouté qu'il espérait que "le gouvernement [grec] tienne compte de ces vœux lorsqu'il donnera suite à son intention déclarée de restaurer les libertés démocratiques en Grèce".¹⁸ Cette critique mesurée a suscité la rage du gouvernement grec et donné lieu à une période de tension considérable entre les deux nations, marquée par des critiques et des condamnations mutuelles, sur fond d'amertume.

Retour à la normale

Discreditée à l'échelle internationale et divisée à l'interne, la junte militaire de la Grèce s'est finalement effondrée en 1974, année où le pays a tenu ses premières élections démocratiques depuis plus d'une décennie. Le Canada a profité de cette occasion pour encourager la Grèce à revenir à la démocratie et pour lui souhaiter de nouveau la bienvenue dans la communauté internationale. Conscient de la fragilité de cette démocratie naissante, le Canada s'est empressé de reconnaître le nouveau régime démocratique qui, dès les premiers mois, a tenu tête à 300 militaires qui menaçaient de fomenter un second coup d'État. En 1976, les représentants canadiens ont invité le ministre grec des Affaires étrangères, Dimitrios Bitsios, pour une visite de deux jours à Ottawa "dans le but de marquer le retour à la normale dans les relations [du Canada] avec la Grèce, maintenant que le gouvernement démocratique est rétabli à Athènes".¹⁹ Avant même la fin de l'année, les représentants canadiens et grecs célébraient de nouveau les liens solides qui unissaient les deux pays.